

Assemblée populaire - Le climat change, que faire ?

Alternatiba-Besançon le 17 octobre 2015 – 17 h 30

Intervention de Maryse Fischer - représentante du CCFD terre solidaire



Le CCFD-Terre solidaire : une ONG de solidarité internationale

Nous travaillons **AVEC des associations partenaires dans 60 pays du Sud** (en développement ou émergents) :

- ces partenaires sont autant de « fenêtres » pour observer et comprendre ce qui se passe dans ces pays ;
- ces partenaires sont aussi des acteurs engagés pour promouvoir des solutions, faire avancer la justice et les droits humains dans leur propre pays.

Le climat change au Sud

L'élévation de T° mondiale est patente – si on ne fait rien l'écart moyen en 2100 / 1850 (ère pré-industrielle) atteindra 4°C à 6 °C, voire 8°C dans certaines régions continentales.

Au niveau mondial, 2015 a été l'année la plus chaude depuis plus de 1 siècle (observation de NOAA : agence américaine océanique et atmosphérique) ;

Voir les affiches du Réseau Action Climat (RAC). La température a augmenté de 0,85°C depuis 1850.

Dans les pays du SUD : pluies soudaines et violentes succèdent à de longues périodes de sécheresse.

- « *L'impact est réel et il est déjà là* » alerte Ali Abdou du Réseau Climat et développement
« *en 2014 au Niger, nous avons eu, le 24 avril, une 1e pluie très intense. Les producteurs ont alors semé leurs cultures. Mais nous avons dû attendre 6 semaines avant d'avoir une nouvelle pluie, toute aussi forte. Ces dérèglements mettent en péril les cultures en court mais hypothèquent aussi les futures* ».
- Au Pérou, dans les régions andines, la fonte des glaciers d'altitude affectent le cycle de l'eau indispensable à l'agriculture et l'alimentation.

On pourrait multiplier les exemples !

Les enjeux du climat - impact sur la nutrition

Le secteur agricole est le plus touchée par le changement climatique, en raison de la modification des éco-systèmes (dégradation des sols, eau). Le GIEC prévoit une baisse des rendements de blé, maïs, riz, de 2 % à chaque décennie. Les populations du Sud sont les plus touchées par le CC : petits paysans, enfants, femmes, plus vulnérables car moins d'accès aux terres et aux financements. 70 % des personnes qui souffrent de la faim sont des paysans. Et ce les populations du Sud, les moins responsables des changements climatiques.

D'après ONU et FAO, 800 millions de personnes souffraient de la faim en 2014, et ces organismes prévoient +20 % en 2080 . Mal nourries, les personnes sont fragiles vis-à-vis des maladies (impact sur la santé).

En même temps, le secteur agricole actuel est responsable de **22 à 27 % des émissions de GES** si l'on prend en compte la déforestation, la production et le transport.

Retenir : lutte contre les changements climatiques et lutte contre la faim sont donc indissociables.

Or le texte qui sera mis sur la table à la COP21, répondra à la question de l'élévation de t° (à limiter à 2 °C) ; mais les solutions mises en avant, qui sont promues par les multinationales de l'agro-industrie ne répondent pas à l'enjeu de sécurité alimentaire (fausses solutions telles que les agrocarburants, agriculture intelligente, mécanismes de compensation à la production de CO2).

Quelle adaptation demandée par les pays du Sud ?

Pour répondre aux problèmes de la faim et pour lutter contre le changement climatique, le CCFD et ses partenaires soutiennent : les agroécologies (alternatives aux modèles intensifs dominants), associent polyculture et élevage.

Agroécologie : Fait un usage massif (= intensif) des ressources naturelles renouvelables ou inépuisables:

- énergie solaire nécessaire pour la photosynthèse, grâce à une végétation étagée (par exemple)
- CO2 fixé par les plantes dans la photosynthèse, et N2 de l'air par les légumineuses
- engrais organiques naturels issus des déjections animales
- utilisation des semences issues de la récolte précédente, savoir-faire locaux.

Elle nécessite plus de connaissances sur les interactions entre les organismes vivants : végétaux (arbres, haie, ...) et animaux, que l'agro-industrie.

Elle peut se passer des produits et des énergies fossiles d'où réduction des émissions de GES.

C'est le modèle qui assure le mieux, alimentation et revenus aux paysans, leur permet une résilience face aux événements climatiques extrêmes et constitue une solution pour le climat.

Récemment :

- **Au Mali**, 23 000 agriculteurs de la région de Kayes pratiquent l'agroécologie
- **Les Philippines (lettre octobre 2014)** ont été touchées de plein fouet par des typhons dévastateurs (Haiyan en 2013 a fait 6000 morts en quelques heures).

Un exemple d'adaptation : une ferme école pilotée par notre partenaire IRDF (fondation pour le développement rural intégral) permet de diffuser les pratiques d'agroécologie aux coopératives de paysans.

« Si l'agriculture mondiale passait entièrement à l'agroécologie, on pourrait nourrir 1,5 fois la population mondiale actuelle. » Olivier de Schutter – rapporteur spécial des NU sur le droit à l'alimentation. 2014.

Nous avons de nombreux exemples de solutions mises en œuvre par nos partenaires du Sud

- les pommes de terre natives ré-introduites dans les régions andines du Pérou
- le maraîchage en plus haute altitude (un côté positif du réchauffement) comme alternative à une économie très dépendante de l'extractivisme au Pérou (20 % des terres sont des concessions minières)

Et nous, que faire ?

- Bannir les produits des monocultures d'exportation des pays du Sud (dont les agrocarburants).
- Acheter des produits locaux,
- Réduire la consommation de viande : animaux nourris au soja issu des monocultures très consommatrices d'intrants et d'énergie issus du pétrole.
- Adopter et faire vivre, des alternatives au modèle agro-industriel et qui peuvent être mis en œuvre ici aussi pour un monde où l'on pourrait laisser les ressources carbonées dans le sol.

Maryse Fischer - CCFD terre solidaire

Événement co-organisé par le Plateau Débat public - animé par FNE Franche-Comté - et le CCFD terre solidaire.

